

COVID19 : Réaction budgétaire et impact sur la soutenabilité des finances publiques

Hervé Godefroid

Mars 2021 – Séminaire enseignants





La politique budgétaire a été utilisée partout pour faire face à la crise



La pandémie a infligé un coup sans précédent aux finances publiques



Après la crise, il faudra garantir la soutenabilité des finances publiques



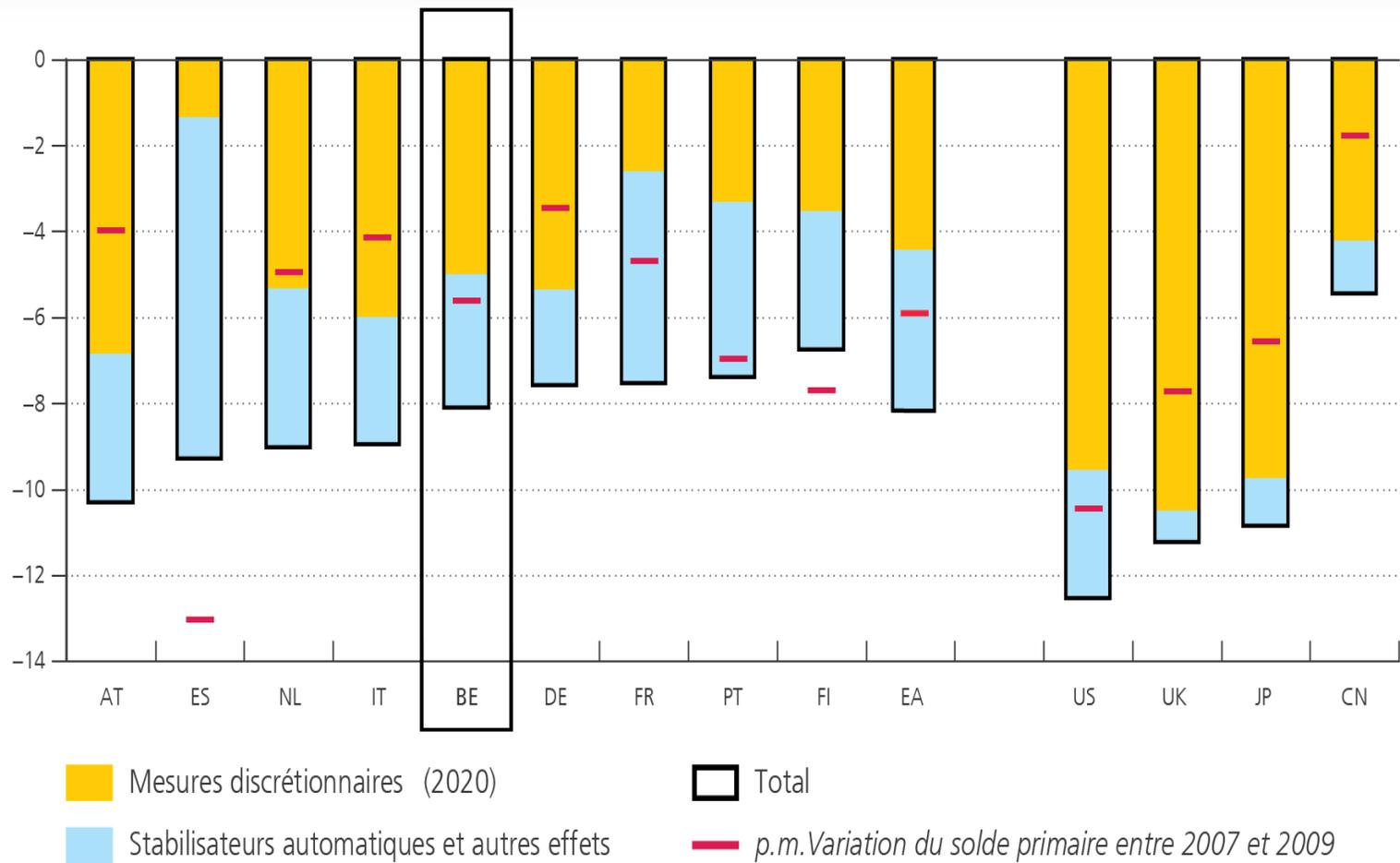
La politique budgétaire a été utilisée partout pour faire face à la crise





La politique budgétaire a joué un rôle crucial dans le soutien de l'activité économique

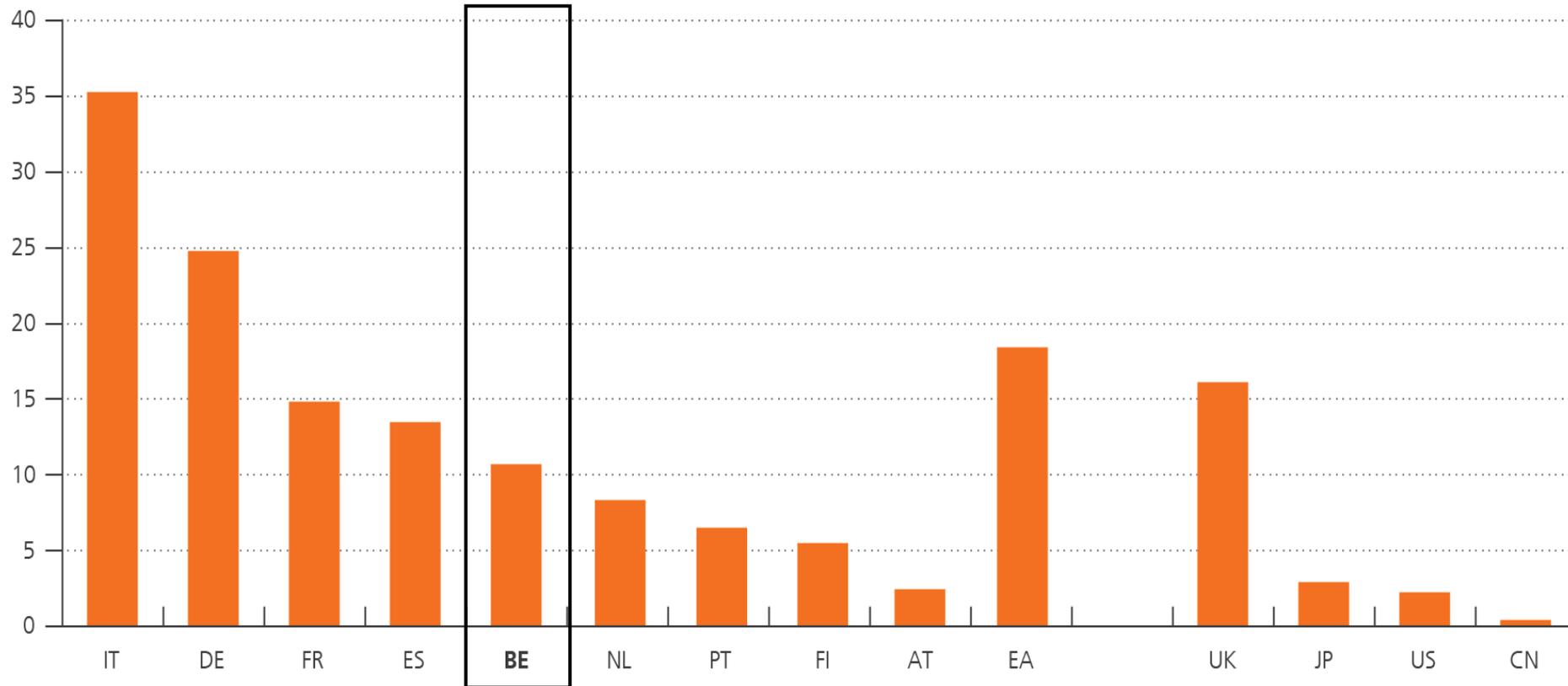
(variations du solde primaire entre 2019 et 2020, points de pourcentage du PIB)





D'autres formes de soutien sans impact sur le déficit ont été accordées

(garanties d'État octroyées aux banques pour couvrir les prêts aux entreprises, en pourcentages du PIB)

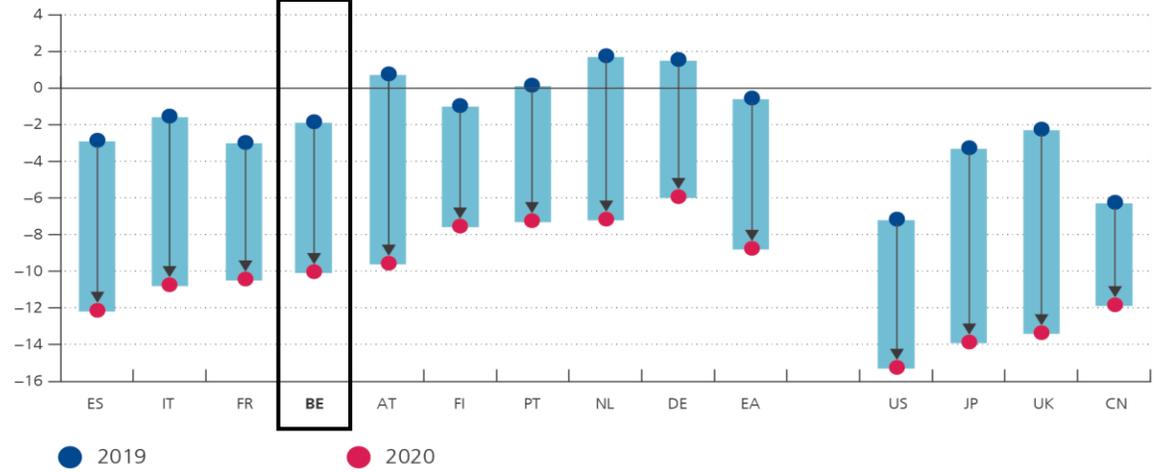




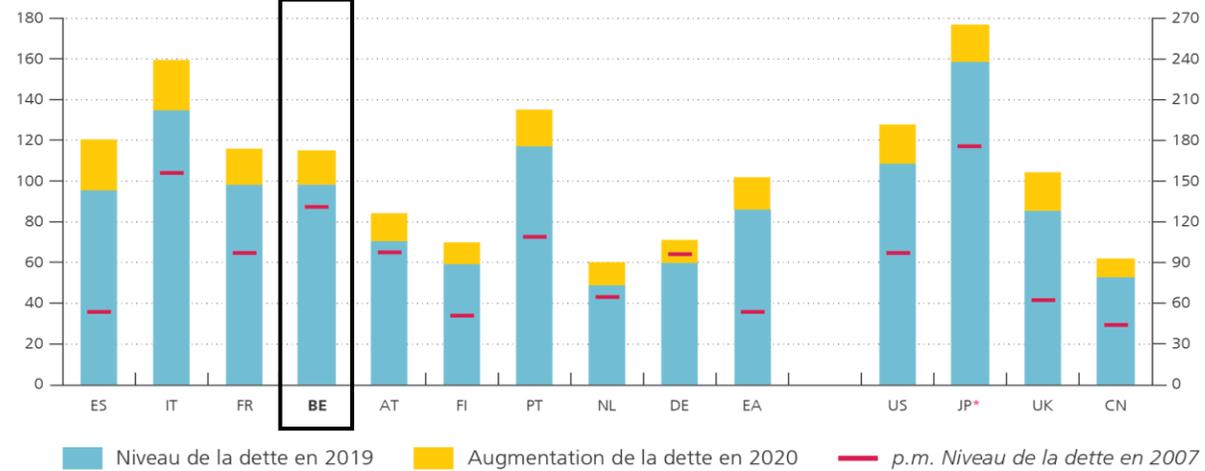
Les déficits se sont creusés et les dettes ont souvent atteint des niveaux inégalés

(% du PIB)

Soldes de financement



Dette





Les règles budgétaires européennes ont été assouplies ou suspendues...

Suspension temporaire des règles budgétaires européennes

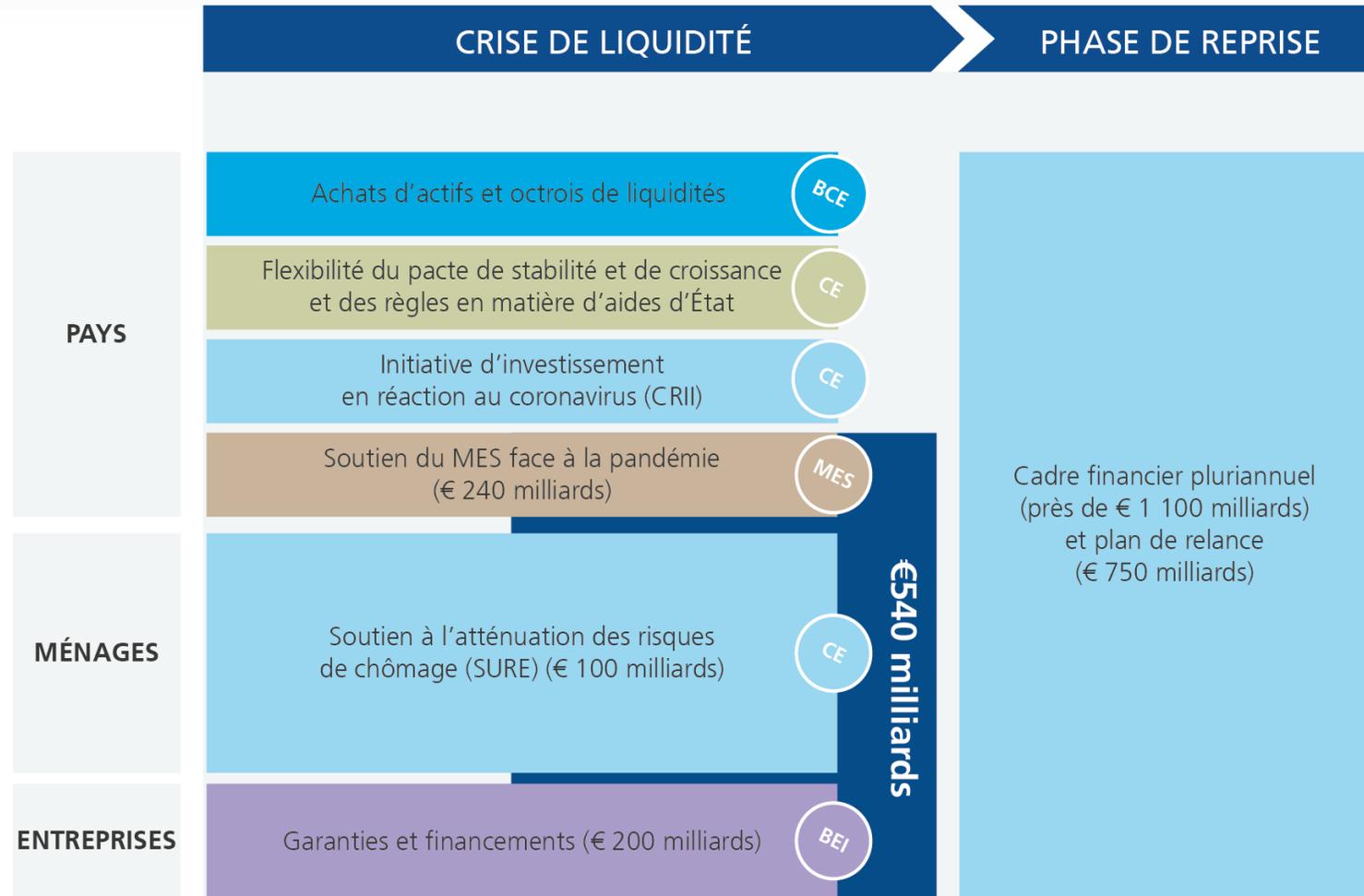
- ◇ L'activation de la *clause dérogatoire générale* prévue dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance permet aux États membres
 - de s'écarter temporairement de l'objectif budgétaire ou de la trajectoire devant conduire à sa réalisation

Assouplissement des règles en matière d'aides d'État

Mise en œuvre d'une vaste impulsion budgétaire



.... et les institutions européennes ont apporté une réponse sans précédent à la crise





La pandémie a infligé un coup sans précédent aux finances publiques belges



Les finances publiques belges se sont fortement détériorées en 2020

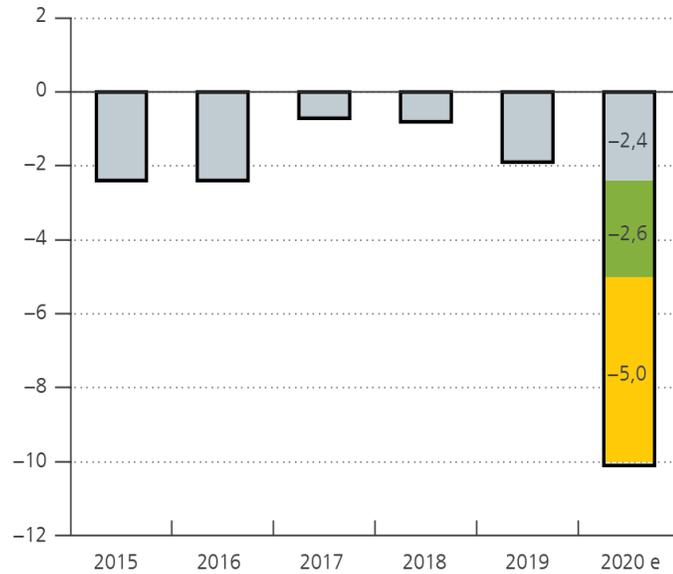
Solde de financement et dette de l'ensemble des administrations publiques
(pourcentages du PIB, sauf mention contraire)

	2016	2017	2018	2019	2020 e
Recettes	50,8	51,3	51,4	50,1	50,7
dont: Recettes fiscales et parafiscales	43,6	44,2	44,2	43,0	43,3
Dépenses primaires	50,4	49,7	50,0	50,1	58,8
Solde primaire	0,3	1,7	1,3	0,0	-8,1
Charges d'intérêts	2,7	2,4	2,1	2,0	1,9
Solde de financement	-2,4	-0,7	-0,8	-1,9	-10,1
Dette publique	105,0	102,0	99,8	98,1	115,1



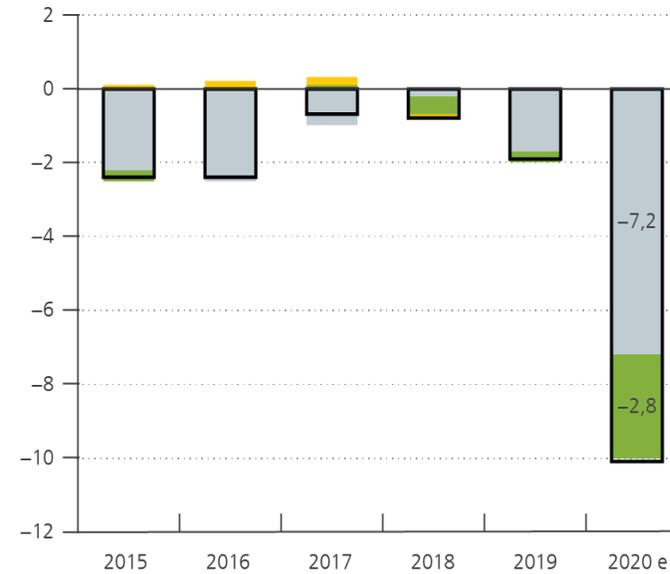
La dégradation du solde de financement est quasi entièrement liée à la crise (solde de financement des administrations publiques, pourcentages du PIB)

Incidence du COVID-19



- Hors COVID-19¹
- COVID-19: autres
- COVID-19: mesures de soutien
- Total

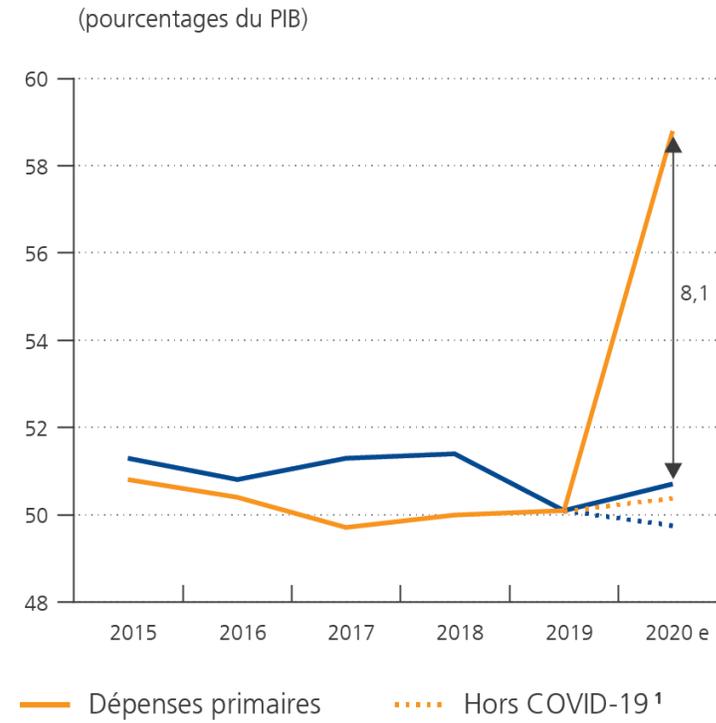
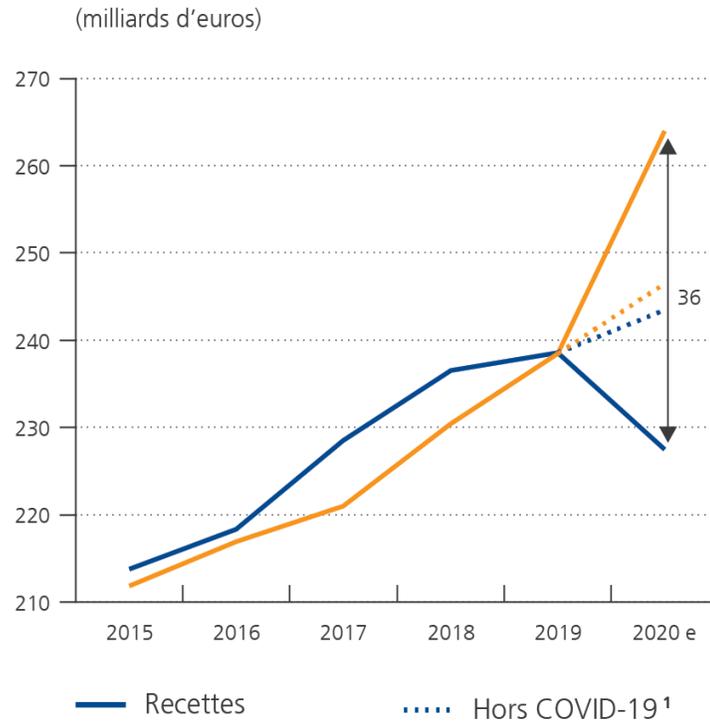
Sous-secteurs des administrations publiques



- Administration fédérale et sécurité sociale
- Communautés et régions
- Pouvoirs locaux
- Ensemble des administrations publiques



La baisse des recettes et l'augmentation des dépenses des administrations publiques ont atténué l'incidence de la crise





Le pouvoir fédéral ainsi que les communautés et les régions ont pris des mesures substantielles pour amortir les répercussions de la crise

	Pouvoir fédéral	Communautés et régions	Total ¹	p.m. Pourcentages du PIB
Gestion de la crise sanitaire	4,9	1,1	6,0	1,3
Soutien aux revenus des ménages	8,7	0,4	9,0	2,0
Allocations de chômage temporaire	4,3	0,0	4,3	1,0
Droit passerelle pour les indépendants	3,3	0,0	3,3	0,7
Autres prestations sociales et primes	1,1	0,4	1,5	0,3
Soutien aux entreprises et aux entrepreneurs indépendants	3,1	4,2	7,3	1,6
Primes en cas de fermeture forcée ou de forte baisse du chiffre d'affaires	0,8	3,1	3,9	0,9
Mesures fiscales de renforcement de la solvabilité	1,4	0,0	1,4	0,3
Aides à des branches d'activité spécifiques	1,0	1,1	2,1	0,5
Total	16,7	5,7	22,3	5,0
p.m. Pourcentages du PIB	3,7	1,3	5,0	

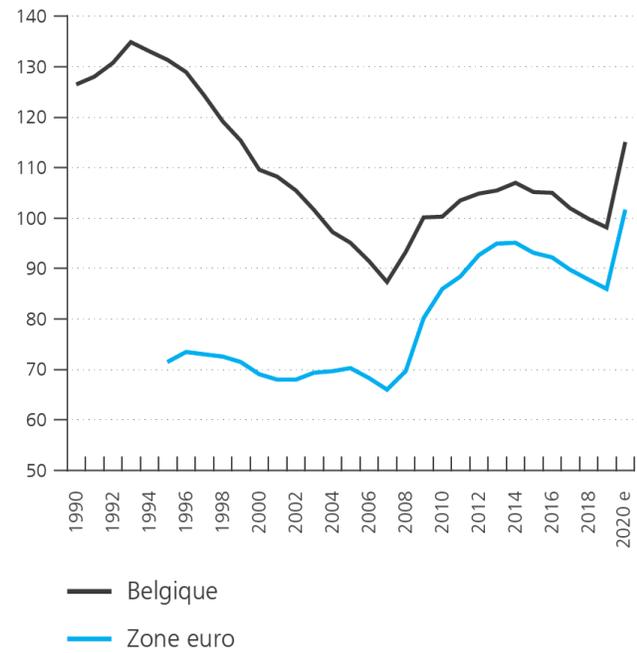
Sources: BFP, communautés et régions, SPF BOSA, SPF ETCS, SPF Finances, BNB.

¹ À l'exclusion des mesures des pouvoirs locaux. Certaines communes ont décidé de supprimer, de réduire ou de reporter le paiement de taxes professionnelles locales (sur les terrasses des établissements horeca, sur les nuitées touristiques, etc.) et/ou ont octroyé des chèques-cadeaux et d'autres primes.

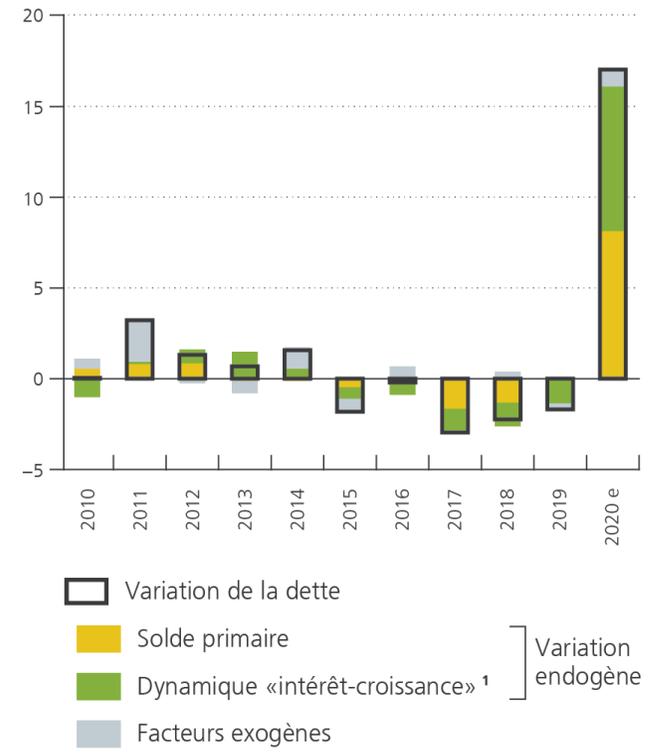


Le coût de la crise sanitaire et la récession ont fait exploser le taux d'endettement

Dette brute consolidée des administrations publiques
(pourcentages du PIB)



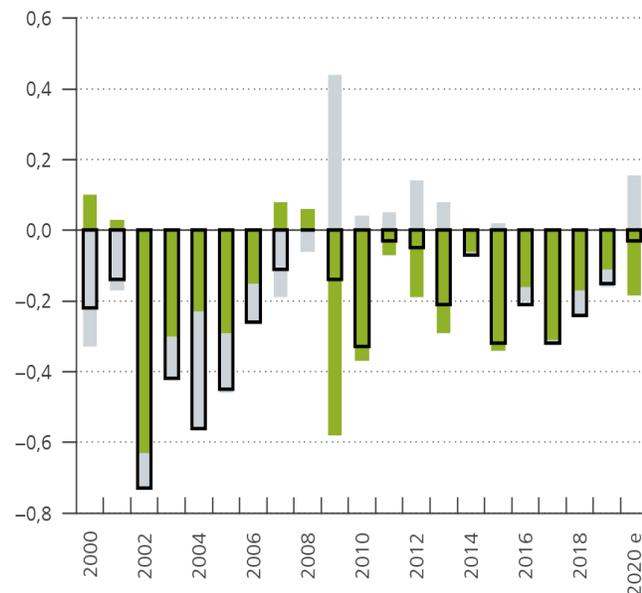
Variation de la dette brute consolidée des administrations publiques
(points de pourcentage du PIB)





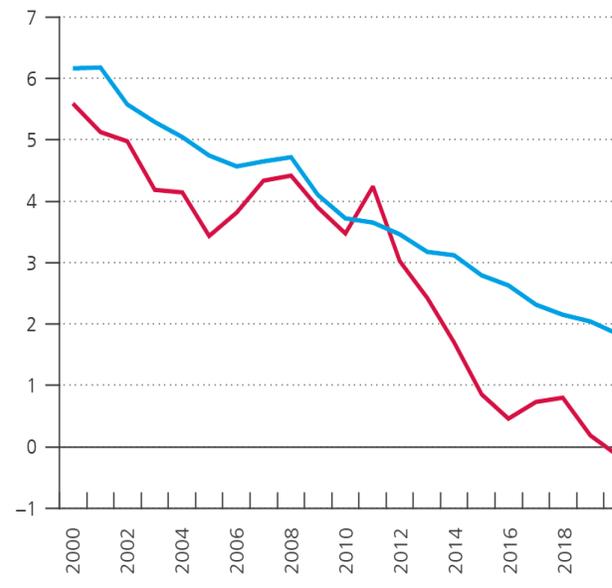
La baisse du taux d'intérêt implicite a encore comprimé les charges d'intérêts

Variation des charges d'intérêts
(points de pourcentage du PIB)



- Variation des charges d'intérêts
- Effet du taux d'intérêt implicite¹
- Effet du taux d'endettement

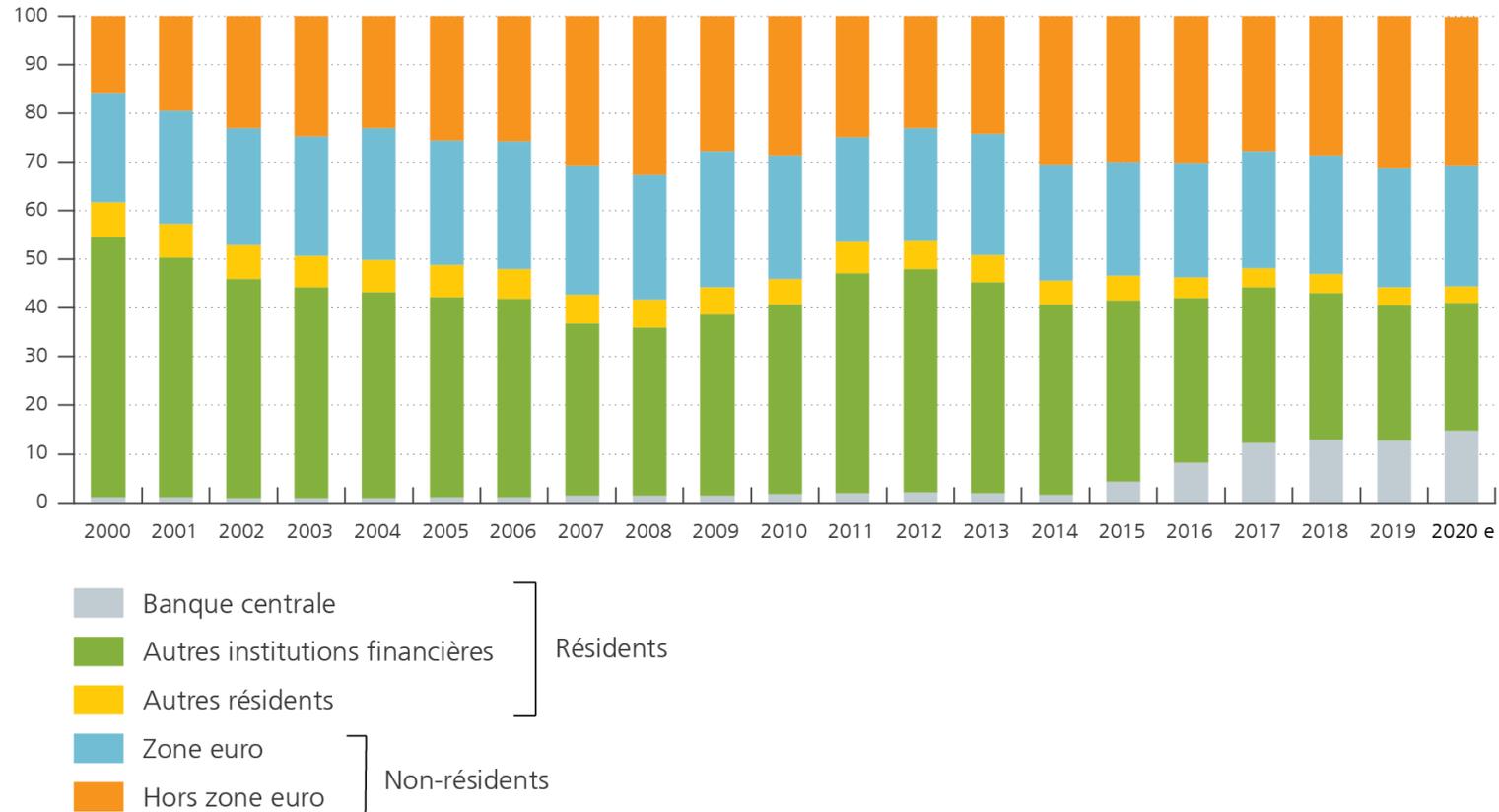
Taux d'intérêt implicite sur la dette publique
et taux du marché à long terme



- Taux d'intérêt implicite¹
- Taux à long terme (OLO à dix ans)



La part de la dette publique détenue par la BNB augmente depuis 2015

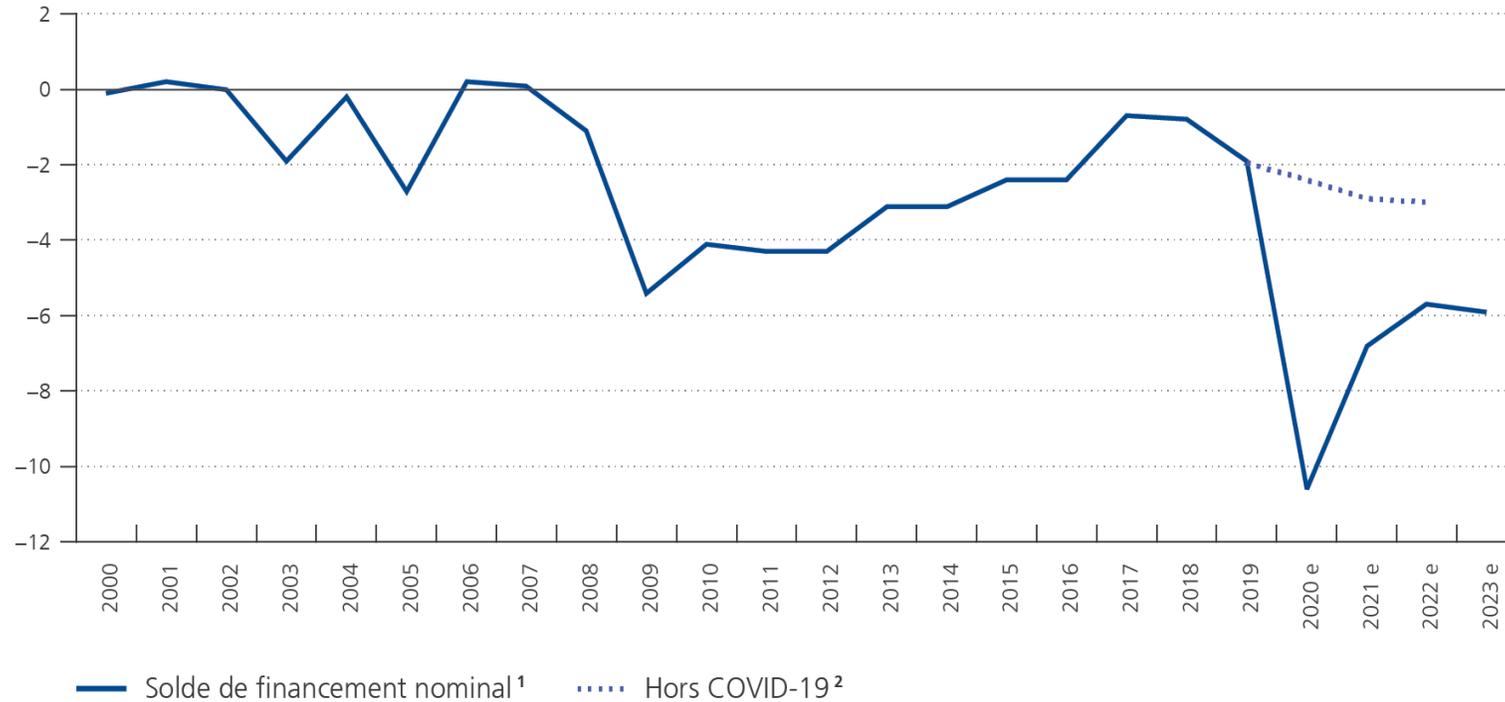




**Après la crise, il faudra garantir la
soutenabilité des finances publiques**



La persistance attendue du recul du PIB entraînera une dégradation durable des finances publiques *(solde de financement nominal, pourcentages du PIB)*



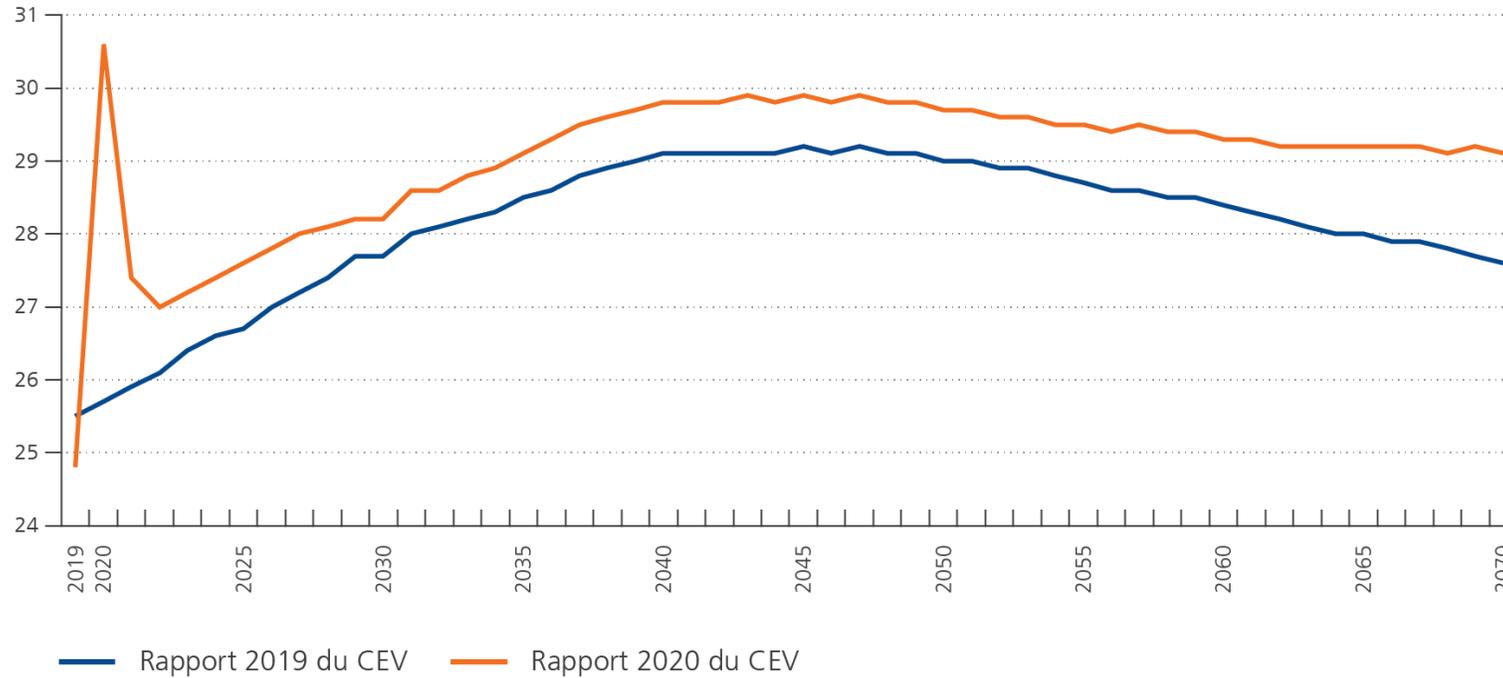
Sources: ICN, BNB.

¹ Par rapport aux projections de la Banque de décembre 2020, l'estimation du déficit de financement des administrations publiques pour 2020 a été revue, de 10,6 à 10,1 % du PIB, mais les perspectives pour la période 2021-2023 sont demeurées pour ainsi dire quasiment inchangées.

² La situation hors COVID-19 a été estimée sur la base des projections macroéconomiques de la Banque de décembre 2019, corrigées pour tenir compte de l'écart entre la réalisation et l'estimation pour 2019.

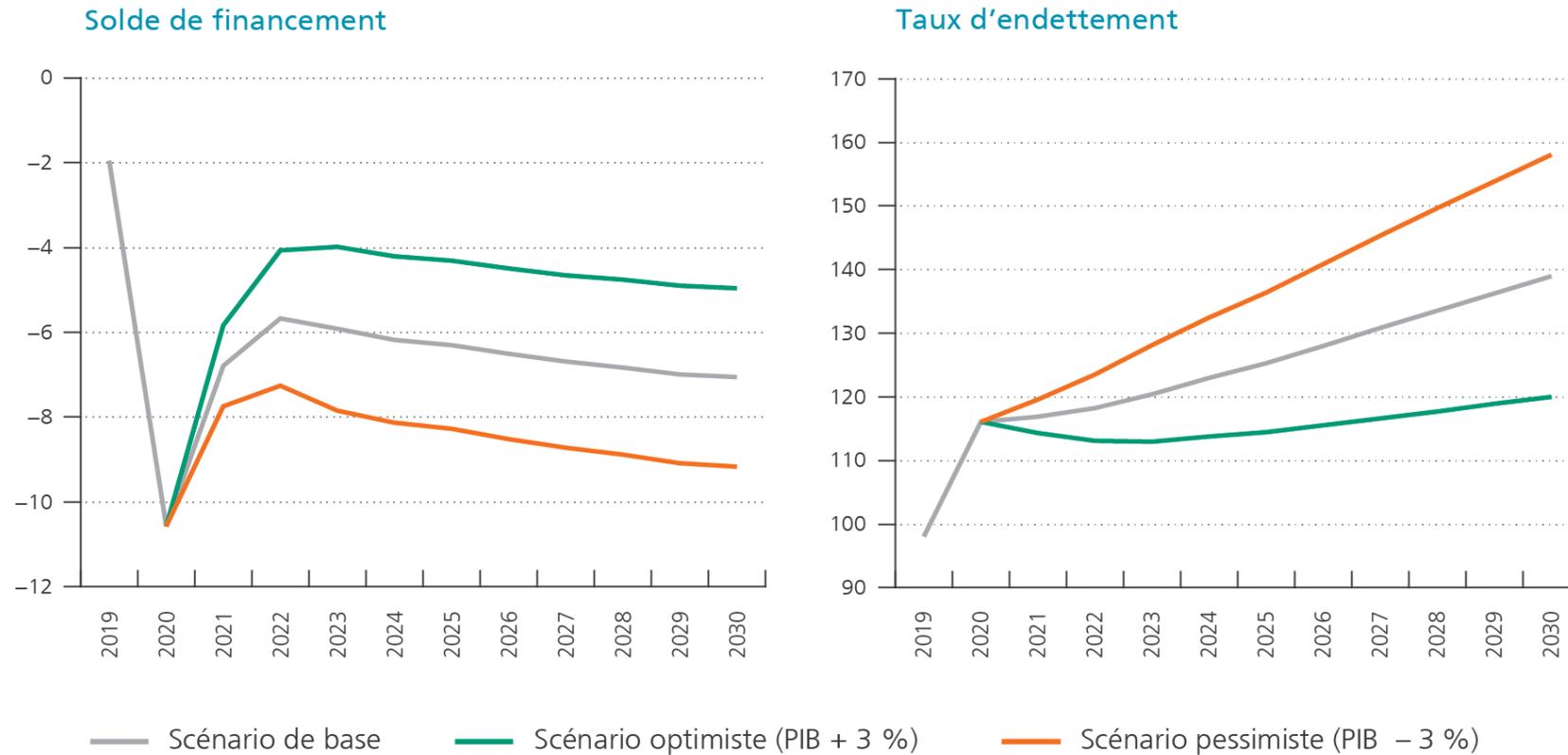


Les prestations sociales s'afficheront en nette hausse dans les prochaines décennies *(pourcentages du PIB)*





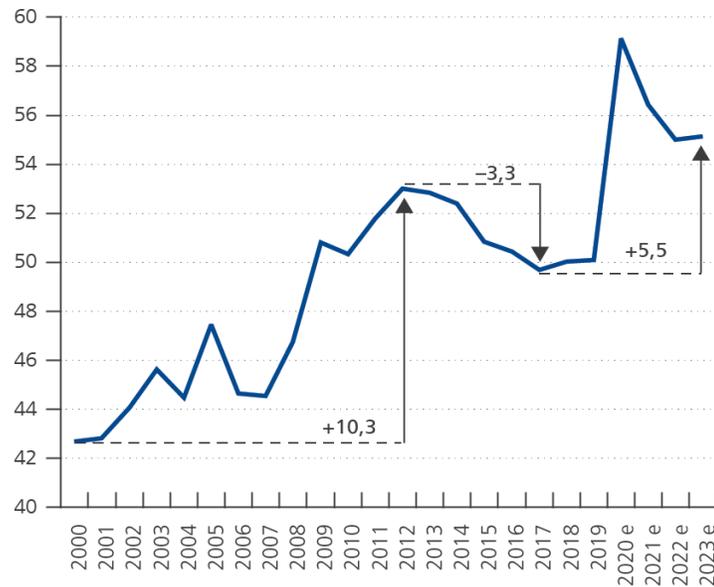
La reprise économique après la crise détermine en grande partie les risques qui pèsent sur la soutenabilité des finances publiques (% du PIB)



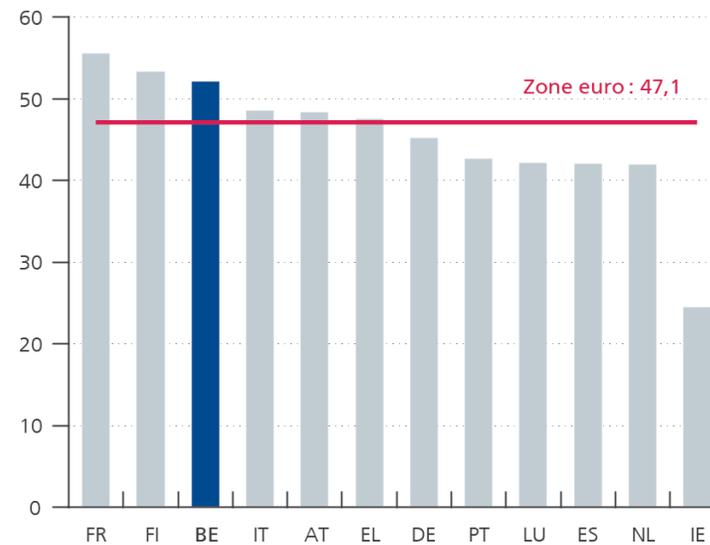


Les dépenses primaires – déjà considérables avant la pandémie – ont atteint un niveau inédit et demeureront élevées (pourcentages du PIB)

Évolution des dépenses primaires en Belgique



Dépenses publiques (2019)





La soutenabilité de la dette est-elle une source d'inquiétude dans un contexte de faible taux d'intérêt ? [1/2]

Qu'est ce que la soutenabilité pour les pouvoirs publics ?

- S'acquitter des obligations financières présentes et futures sans mener des politiques économiquement destructrices ou socialement intenable.
- La dette publique peut être désirable, mais il y a un point de basculement qui engage la crédibilité du gouvernement.

Pourquoi est-elle importante ?

- Un éventuel défaut peut remettre en cause la réputation d'actif sans risque des titres publics.
 - Plus de référence pour la détermination des primes de risque et, en aval, des décisions d'épargne et d'investissement des entreprises et des particuliers ?
 - Il s'ensuit généralement une destruction massive de richesse, l'implosion du secteur financier, ...



La soutenabilité de la dette est-elle une source d'inquiétude dans un contexte de faible taux d'intérêt ? [2/2]

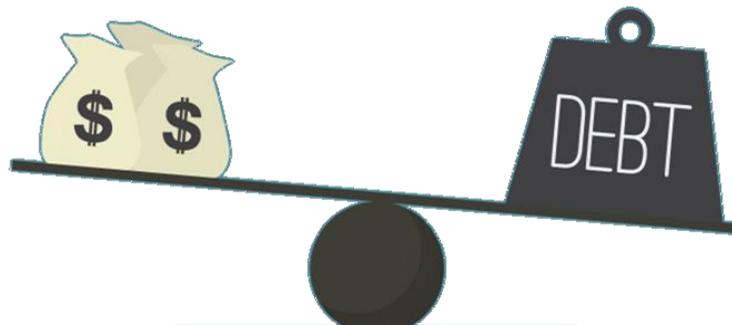
Qui est responsable de la soutenabilité ?

- Dans un contexte de crise, les banques centrales ont massivement racheté des titres publics.
- Cela ne change rien aux responsabilités :

Gouvernement : soutenabilité de la dette
Banque centrale : stabilité des prix

Comment garantir la soutenabilité de la dette ?

- Contrôler le solde budgétaire
 - Peu importe les taux d'intérêt (plus facile quand ils sont bas).
 - Imprudent de baser la politique budgétaire sur le maintien indéfini des taux d'intérêt (très) bas.



Merci de votre attention!
Des questions?

